**SALIM LAMRANI : « Les politiques d’austérité sont économiquement inefficaces »**

PROGRAMME: Radio Miami (Miami. 14.50 AM, 4:00-5:00 PM)

JOURNALISTE: Max Lesnik

INVITÉ: Professeur Salim Lamrani

DATE: 25 avril 2012

<http://www.radio-miami.org/images/stories/nuevas/audio/replica/04-25-2012.mp3>

 **Max Lesnik : Bonjour, je suis Max Lesnik, directeur de Radio Miami dans cette section de « Dialogue Ouvert » avec Salim Lamrani, professeur universitaire français de La Sorbonne à Paris, qui vient d’arriver de la ville de Washington où il a participé à un colloque en faveur de la liberté des cinq Cubains antiterroristes incarcérés dans les prisons nord-américaines. Sa présence à Miami, à l’invitation de la Alianza Martiana, coïncide avec les élections françaises, lesquelles revêtent une grande importance non seulement pour l’Europe mais également pour les futurs développements politiques aussi bien aux Etats-Unis qu’à Cuba, puisque nous sommes en pleine année électorale, avec des scrutins au Mexique et aux Etats-Unis. La France, première nation de la démocratie, avec sa Révolution de 1789, fut un exemple pour le monde à un moment donné de l’histoire. Peut-être est-ce de nouveau le cas maintenant, avec cette nouvelle situation d’affrontement entre le gouvernement du Président Sarkozy et une opposition qui vient de remporter le premier tour, amenée par François Hollande. Nous verrons si votre analyse de la situation se confirme dans les faits.**

 **Première question : Croyez-vous que le candidat socialiste Hollande puisse remporter le second tour de l’élection présidentielle ?**

 **Salim Lamrani :** Bonjour Max Lesnik. Toutes mes salutations aux auditeurs. Merci de votre l’invitation. Je crois en effet que le candidat socialiste François Hollande remportera le second tour de la présidentielle pour plusieurs raisons. C’est la première fois qu’un président candidat ne remporte pas le tour initial. C’est la première fois dans l’histoire de la Vème république, c’est-à-dire depuis 1958, si je ne m’abuse. Ensuite, Nicolas Sarkozy, l’actuel président, qui a effectué une campagne en reprenant les thèmes de l’extrême droite, avec l’objectif d’obtenir l’adhésion de ces voix, n’a pas réussi à convaincre ces électeurs, lesquels ont voté en majorité pour Marine le Pen, la candidate du Front National. Cela ne signifie pas que ces derniers, déçus par le mandat de Nicolas Sarkozy, porteront leur voix en sa faveur au second tour.

 **ML : Quelle importance revêt un changement de gouvernement d’abord en France et ensuite en Europe ou il y a également une grande crise économique, excepté le cas de l’Allemagne ? Il est vrai également que la France a fait face à la situation d’une manière plus ou moins efficace, par rapport à des pays comme la Grèce, l’Espagne et l’Italie. En réalité, il y a deux Europe : une Europe plus riche et industrialisée et une autre un peu en retrait. La France fait partie du premier groupe comme l’Allemagne, lequel représente les économies les plus développées. L’Allemagne prétend imposer un type de politique générale d’austérité. En cas de défaite de Sarkozy et donc de victoire de Hollande, il y aura un affrontement idéologique, politique et économique, au sein de la rivalité traditionnelle entre les deux pays. Comment voyez-vous cette situation ?**

**SL :** C’est pour ces raisons que l’élection de François Hollande à la présidence de la République française est d’une grande importance, car elle mettrait fin aux politiques d’austérité qui sont actuellement appliquées à travers l’Europe.

Le cas emblématique est le cas de la Grèce. Le peuple grec subit une crise sans précédent justement à cause de ces mesures d’austérité. On aurait pu éviter la crise grecque d’une façon très simple : il suffisait que la Banque Centrale Européenne prête directement à Athènes l’argent dont elle avait besoin, au même taux d’intérêt que celui réservé aux banques privées. Mais le Traité européen, le Traité de Lisbonne, que le peuple français a rejeté en 2005 par référendum et qui a ensuite été approuvé par voie parlementaire en 2008 contre la volonté du peuple français, interdit à la Banque Centrale Européenne de prêter directement aux Etats. Que se passe-t-il actuellement ? La Banque Centrale Européenne prête de l’argent aux banques privées à un taux de 1% et ces mêmes banques prêtent à la Grèce à un taux qui peut atteindre 18%. La dette de la Grèce est mathématiquement impayable puisqu’elle doit contracter de nouveaux prêts rien que pour rembourser les intérêts de la dette.

Il faut réformer – espérons que cela soit l’un des objectifs de François Hollande – ce Traité européen et autoriser la Banque Centrale à prêter directement aux Etats.

**ML : Que signifierait une victoire de Hollande pour le reste de l’Europe ?**

**SL**: Cela signifierait qu’il y a un autre chemin possible, d’autres alternatives. Les politiques d’austérité ne sont pas la seule voie possible. De plus, elles sont politiquement inefficaces. Permettez-moi de m’en expliquer. Que se passe-t-il avec les politiques d’ajustement, d’austérité ? On réduit les salaires, on diminue les pensions de retraites, on détruit les services publics. Tout cela débouche sur une contraction de l’économie. Les gens consomment moins car ils disposent d’un pouvoir d’achat plus réduit. Donc, les entreprises réduisent leur production car la demande est en baisse. Si l’on réduit la production, il se produira inévitablement des licenciements, ce qui augmentera le taux de chômage. Par conséquent, l’Etat devra dépenser davantage en aides aux chômeurs et disposera de moins de revenus puisque les personnes à la recherche d’un emploi cesseront de payer des impôts.

**ML : Vous croyez qu’une victoire des socialistes français engendrerait une nouvelle vague de mouvements et de partis politiques plus libéraux – dans le bon sens du terme américain *Libéral*, c’est-à-dire progressiste ? Vous croyez que cela peut avoir une influence sur les élections futures en Europe ?**

**SL :** Sans aucun doute, cela aura une grande influence, car ce serait la première fois depuis le début de la crise économique en 2008 qu’un gouvernement socialiste, de gauche, gagne dans un grand pays européen. De plus, l’année prochaine auront lieu des élections en Grèce et en Allemagne. Nous, Français, ouvririons une voie vers une nouvelle politique, vers un nouveau monde où la répartition des richesses serait la finalité. Nous savons pertinemment que la pauvreté n’est pas due à un manque de richesses mais à leur mauvaise répartition.

**ML : Donc…**

**SL :** Pardon, Max. Pourquoi est-il important d’augmenter le salaire minimum. Permettez-moi d’effectuer une démonstration. Si l’on augmente le salaire minimum, à l’évidence, les gens qui vivent de ce salaire et qui ont de nombreux besoins consommeront davantage. Donc les entreprises produiront plus pour satisfaire cette nouvelle demande. Pour cela, elles devront embaucher et cela aura un impact positif sur le taux de chômage qui s’en trouvera diminué. Ces nouveaux travailleurs paieront des impôts, ce qui augmentera les ressources de l’Etat, lequel n’aura plus à leur venir en aide, comme cela était le cas auparavant. Avec ces nouvelles ressources, l’Etat pourra développer de nouveaux programmes sociaux.

**ML : Par rapport à Cuba, la victoire des socialistes signifierait-elle quelque chose pour les relations entre La Havane et Paris ?**

**SL :** A vrai dire, je crois que les relations bilatérales se sont améliorées peu à peu, y compris durant les dernières années du gouvernement de Sarkozy. L’arrivée au pouvoir d’un gouvernement socialiste en France renforcerait davantage ces liens. Elle augmenterait le commerce bilatéral. En effet, la présence française à Cuba représente 1,7% du commerce de l’île alors qu’il était de 10% il y a dix ans, en 2001. Il y a eu, de la part de la France, une grande négligence dans le maintien des rapports commerciaux solides avec Cuba

**ML : Les relations avec Cuba étaient-elles meilleures sous le gouvernement socialiste de François Mitterrand ?**

**SL :** Les relations bilatérales entre Cuba et la France n’ont jamais été aussi bonnes que sous le gouvernement de Mitterrand.

**ML : Nous savons que l’Espagne, sous le gouvernement de droite de José María Aznar, a été le leader de la position anti-cubaine qui a amené l’Europe à exiger une série de mesures qui ont débouché sur une confrontation. La France pourrait-elle être la nation leader qui mettrait un terme à cette position ?**

**SL :** Effectivement, un gouvernement avec François Hollande pourrait suivre la voir du gouvernement espagnol de José Luis Rodríguez Zapatero qui, contrairement à son prédécesseur, avait parfaitement compris que la politique européenne vis-à-vis de Cuba devait être indépendante et non pas une copie de celle de Washington. L’Europe est un groupe de nations économiquement fort mais il doit également l’être politiquement et s’affranchir de la tutelle de Washington sur sa position vis-à-vis de La Havane.

Le problème est que pour lever la Position Commune – qui réduit les relations entre La Havane et Bruxelles et qui constitue le principal obstacle à la normalisation des relations bilatérales –, il faut un vote unanime de l’Europe des 27. Si une seule nation s’oppose à la levée de la Position Commune de 1996 – qui est injuste, discriminatoire et inefficace – on ne pourra pas changer la politique vis-à-vis de Cuba.

**ML : Vous venez d’arriver à Miami en provenance de Washington où vous avez participé à un colloque pour la libération des cinq Cubains antiterroristes incarcérés aux Etats-Unis. Pourriez-vous nous en dire davantage.**

**SL :** Il s’agit d’un colloque organisé dans le but de diffuser le cas des Cinq Cubains, auquel ont participé d’anciens diplomates étasuniens tel que Wayne S. Smith, des professeurs d’Université tel que Arturo López Levy, des avocats tel que José Pertierra, des acteurs tel que Danny Glover, ainsi que d’autres personnes. L’objectif fondamental de cet évènement était de diffuser la réalité de ce cas judiciaire extrêmement injuste qui illustre la grande contradiction de la politique nord-américaine, dont l’objectif officiel est de lutter contre le terrorisme et la réalité des faits avec l’emprisonnement de cinq Cubains qui se sont infiltrés dans des groupes violent dans le but justement d’empêcher la réalisation d’actes terroristes. En même temps, ici, à Miami, un terroriste tel que Luis Posada Carriles, qui a publiquement confessé ses crimes, reste impuni. Il est désormais peintre et exhibe ses tableaux dans des banques de la ville.

**ML : Vous êtes français de naissance et vous vivez en Europe. Quelle est la vision d’un jeune professeur français sur les Etats-Unis et sur les prochaines élections présidentielles de 2012 entre le candidat démocrate Barack Obama et le candidat républicain Mitt Romney ? Comment voit-on ce processus électoral depuis la France ? Comment voit-on le futur des Etats-Unis, qu’ils soient gouvernés par Obama ou par Romney ?**

**SL :** En France, nous pensons que Barack Obama l’emportera sur son rival. En effet, le candidat républicain Mitt Romney a peu de chances de vaincre l’actuel président et…

**ML : Vous savez que la droite cubano-américaine soutient Romney. Vous croyez qu’en Europe, il y a une opinion positive à propos de la domination de la politique étrangère des Etats-Unis vis-à-vis de Cuba de la part d’une minorité extrémiste cubano-américaine de Miami ?**

**SL :** Pour nous, les Européens, la politique des Etats-Unis vis-à-vis de Cuba est absurde, irrationnelle, anachronique et inefficace. Elle va à l’encontre de la volonté de l’immense majorité de la communauté internationale qui a voté en octobre 2011 pour la vingtième année consécutive pour la fin de l’état de siège économique que Washington impose à La Havane, et qui affecte les catégories les plus vulnérables de la société cubaine. Le monde préconise la normalisation des relations entre Cuba et les Etats-Unis et la fin de l’hostilité unilatérale de la part de Washington vis-à-vis de Cuba. Cela doit commencer par la lever des sanctions économiques qui ont un coût humain et matériel terrible.

**ML : Vous venez d’entendre Salim Lamrani dans « Dialogue ouvert » de Radio Miami. Nous nous retrouvons demain sur Radio Miami, la radio ouverte à toute opinion responsable. Merci beaucoup Salim Lamrani.**

**SL :** Merci à vous Max et j’en profite pour saluer de nouveau tous les auditeurs.

**Docteur ès Etudes Ibériques et Latino-américaines de l’Université Paris Sorbonne-Paris IV, Salim Lamrani est enseignant chargé de cours à l’Université Paris Sorbonne-Paris IV, et l’Université Paris-Est Marne-la-Vallée, et journaliste, spécialiste des relations entre Cuba et les Etats-Unis.**

**Son dernier ouvrage s’intitule *État de siège. Les sanctions économiques des Etats-Unis contre Cuba*, Paris, Éditions Estrella, 2011 (prologue de Wayne S. Smith et préface de Paul Estrade).**

**Contact :** Salim.Lamrani@univ-mlv.fr **;** lamranisalim@yahoo.fr

**Page Facebook :** [**https://www.facebook.com/SalimLamraniOfficiel**](https://www.facebook.com/SalimLamraniOfficiel)